

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 mars 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	65	10

N° de séance : 12

Objet de la délibération : Dotation de
Solidarité Communautaire de l'année 2022

N° d'enregistrement : CC.2022.033

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa
responsabilité le caractère exécutoire
de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet
d'un recours devant le Tribunal
Administratif de Nice dans un délai de
deux mois à compter de sa notification
ou de sa publication, soit par voie
postale 18 avenue des Fleurs CS 61039
06050 Nice Cedex 1, soit par voie
électronique à partir de l'application «
Télérécours citoyens » accessible sur le
site de téléprocédures
<http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil
Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles
L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités
Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré -
Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars,
sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-
Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel
DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI,
Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert
HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul
ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle
MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique
GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS,
Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER,
Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie
ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY,
Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA,
Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS,
Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie
OZENDA, Aline ABRAVANEL, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Alain
BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-
Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL,
Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Olivia
LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN,
Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Khéra
BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres
en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du
Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été
désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 5211-1 et suivants, et notamment l'article L.5211-28-4,

VU le Code Général des Impôts et l'article 1609 nonies C,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux Libertés et aux Responsabilités Locales et notamment son article 185,

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 relative à la Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi « NOTRe »,

Considérant la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2022 intervenu lors de la réunion du Conseil Communautaire en date du 21 février 2022.

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) constitue l'un des outils à la disposition d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) lui permettant de mettre en œuvre la solidarité entre ses Communes membres, au même titre que la prise en charge d'une partie du prélèvement prévu par l'Etat au titre de la contribution au Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC), ou la politique de fonds de concours destinée à conforter et appuyer les projets d'investissement.

A la suite de l'adoption de la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 relative à la Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine, la DSC ne correspond plus, pour un EPCI, à un reversement facultatif mais obligatoire s'il est signataire d'un Contrat de Ville, ce qui est le cas de la CASA au titre d'une partie du territoire de la Commune de Vallauris-Golfe Juan.

La vocation de la DSC est donc d'organiser un reversement complémentaire de ressources par la CASA à ses Communes membres, correspondant à une partie de la croissance du produit fiscal communautaire, selon des critères à dominante péréquatrice.

En effet, à la suite de la loi du 21 février 2014, l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts a été modifié en ce sens qu'il prévoit dorénavant que l'EPCI institue « *une dotation de solidarité communautaire dont le montant est réparti en fonction de critères de péréquation concourant à la réduction des disparités de ressources et de charges entre les Communes* ».

L'article 256 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de Finances pour l'année 2020 a, depuis, codifié les dispositions relatives à la DSC qui figuraient audit article 1609 nonies C du Code Général des Impôts et les a complétés. Ainsi, il est stipulé que, lorsqu'elle est instituée, la DSC est répartie librement par le Conseil Communautaire selon des critères qui tiennent compte majoritairement de critères qui sont les suivants :

- Critères légaux
 - Ecart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'établissement Public de Coopération Intercommunale,
 - Insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Ces deux critères sont pondérés par la part de population communale dans la population totale de l'EPCI à fiscalité propre et doivent justifier au moins 35% de la répartition du montant total de la DSC entre les Communes membres.

- Critères complémentaires qui peuvent être choisis par l'organe délibérant mais qui ne peuvent représenter, pour chacun d'eux pris isolément, plus de 35% de la pondération globale de la DSC à répartir.

Le législateur a donc souhaité que la DSC s'inscrive dans un processus de réduction des inégalités sociales et économiques constatées dans le périmètre du groupement des Communes en mentionnant, à titre prioritaire mais non exclusif, les deux critères légaux tels que détaillés ci-dessus comme devant obligatoirement être pris en compte dans le mode de répartition de la dotation.

Par ailleurs, l'article L. 5211-28-4 du CGCT pose que dans le cas où un Pacte Financier et Fiscal n'est pas en vigueur, l'EPCI soumis aux dispositions de l'article 1609 nonies C du CGCT est tenu d'instituer une DSC dont le montant est au moins égal à 50% de la différence entre les produits des impositions mentionnées aux I et aux 1 et 2 du I bis dudit article au titre de l'année du versement de la dotation et le produit de ces mêmes impositions constaté l'année précédente. La DSC est alors répartie selon les modalités décrites ci-avant, faisant intervenir les critères légaux pour une part minimale de 35%.

La CASA s'inscrit totalement dans cette démarche et respecte ce cadre législatif et réglementaire et, à l'occasion de la répartition de la DSC de l'année 2017, a décidé de faire évoluer la méthodologie utilisée afin de tenir compte encore plus précisément de l'ensemble des caractéristiques de ses Communes membres.

Ainsi, la DSC de l'année 2017 comprenait-elle un ensemble simplifié de 3 sous-dotations particulièrement lisibles :

I- « Dotation de Solidarité Urbaine »

Dans un souci de prendre tout d'abord en compte de façon prépondérante les critères légaux de répartition, la CASA fait le choix de renforcer le poids de ces derniers, notamment en les pondérant par la population de chaque Commune membre. Il en ressort un premier niveau de dotation, de type « Dotation de Solidarité Urbaine », qui représente 52% de la DSC et met en jeu les critères suivants :

- Insuffisance de potentiel financier par habitant de la commune par rapport au potentiel financier moyen par habitant des Communes membres, ce critère étant pondéré à hauteur de 40%,
- Faiblesse des revenus par habitant de la Commune par rapport aux revenus moyens par habitant des Communes membres, ce critère étant pondéré à hauteur de 40%,
- Insuffisance de logements sociaux sur la Commune par rapport au taux moyen des Communes membres, ce critère étant pondéré à hauteur de 20%.

En outre, un coefficient de 1,2 est appliqué à la population « DGF » des Communes concernées par un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville.

II- « Dotation de Solidarité Rurale »

Par ailleurs, la CASA souhaite rendre plus visible la solidarité s'adressant notamment aux Communes rurales et/ou les moins peuplées, à travers une seconde composante de la DSC de type « Dotation de Solidarité Rurale », représentant 24% de la DSC.

Cette dotation comprend tout d'abord une dotation initiale fixe de 15 000 Euros pour les Communes dont la population est inférieure à 1 500 habitants. Puis, le reliquat est ventilé selon les critères suivants :

- Part des enfants de 3 à 16 ans au sein de la population de la CASA, ce critère étant pondéré à hauteur de 60%,
- Longueur de la voirie communale par habitant de chaque Commune membre par rapport à la voirie moyenne par habitant des communes de la CASA, ce critère étant pondéré à hauteur de 40%.

De plus, la longueur de la voirie est doublée pour les Communes concernées par la Loi « Montagne ».

III- « Dotation Intéressement »

Enfin, la CASA souhaite appuyer le développement de ses Communes membres caractérisées par un tissu économique particulièrement dynamique au moyen d'une dotation représentant 24% de la DSC.

Cette dotation a été répartie au *prorata* du poids de chaque Commune dans la croissance cumulée des recettes fiscales de la CASA depuis le transfert des recettes économiques des communes à l'EPCI.

De façon synthétique, les critères retenus pour la répartition de la DSC sont les suivants :

Thématique	%	Nature de la sous-dotation	%	Critères	Données (référence = 2017)
SOLIDARITE	76%	Dotation de Solidarité Urbaine	52%	Ecart au potentiel fiscal (40%)	Ecart du potentiel fiscal de la commune/ potentiel fiscal moyen des Communes de la CASA
				Faiblesse des revenus (40%)	Ecart du revenu par habitant de la commune / revenu par habitant moyen des Communes de la CASA
				Insuffisance des logements sociaux (20%)	Taux des logements sociaux de la Commune / taux moyen des Communes de la CASA
				NB	Coefficient de 1,2 appliqué à la population DGF des Communes en zone prioritaire

		Dotation de Solidarité Rurale	24%	Part des enfants de 3 à 16 ans (60%)	Part des enfants de 3 à 16 ans de la Commune / part moyenne des enfants de 3 à 16 ans des Communes de la CASA
				Longueur de voirie (40%)	Voirie communale par habitant / voirie moyenne par habitant de l'ensemble des Communes de la CASA
				NB	<i>La longueur de la voirie des Communes concernées par la Loi "Montagne" est doublée</i>
ECONOMIE	24%	Dotation Intéressement	24%	Croissance historique	Cumul des recettes fiscales encaissées par la CASA entre 2002 et 2016

La démarche de refonte de la DSC en 2017 s'est inscrite globalement dans un contexte de tension sur les ressources financières communautaires, qui a conduit à ramener le montant global de la DSC de l'année 2017 à un montant de 6,07 millions d'Euros, sachant que son niveau était de 3,25 millions d'Euros en 2002 et que les EPCI comparables du Département ont fixé un niveau de DSC par habitant nettement inférieur à celui de la CASA.

La refonte de la méthodologie de répartition de la DSC effectuée en 2017, qui est assise sur des critères de stabilité, a eu pour but de limiter les évolutions les plus erratiques dans le temps et de rendre les parts communales prévisibles.

Toutefois, il a été nécessaire de continuer à prendre en compte les effets, sur les finances de l'EPCI, produits par plusieurs transferts de compétences réalisés vers la CASA au cours des années 2017 à 2020, et notamment celles comportant des enjeux cruciaux pour les usagers, telles que la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations. Le montant global alloué aux Communes au titre de la DSC a ainsi été ajusté au fil des années, pour arriver à 4,92M€ en 2020.

En 2021, afin notamment de faire face aux tendances pluriannuelles approuvées par l'EPCI, il a été décidé que son niveau converge vers la somme de 4M€.

Par ailleurs, il a été pris en compte le fait que la Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine prévoit qu'une Dotation de Solidarité Communautaire doit impérativement être instituée par un EPCI signataire d'un Contrat de Ville. La CASA se trouve dans cette configuration au titre d'une partie du territoire de la Commune de Vallauris.

La prise en compte, d'une part, de la nécessité de ramener le montant global de la DSC à environ 4M€ et, d'autre part, d'introduire une modération tenant à la situation des Communes concernées par un Quartier Prioritaire de Politique de la Ville, a donc conduit, en 2021, à :

- une baisse de 20% de la dotation globale par rapport à 2020 pour les Communes ne comptant pas de Quartier Prioritaire de Politique de la Ville,
- une baisse limitée à 10% de la dotation globale par rapport à 2020 pour les Communes comptant un Quartier Prioritaire de Politique de la Ville, à savoir la commune de Vallauris-Golfe Juan.

Au titre de l'année 2022, il a été décidé de conserver la même enveloppe globale de DSC que celle de 2021, ainsi que les mêmes clés de répartition.

Le montant de l'enveloppe de DSC de l'année 2022 s'élève ainsi à 4 003 918,70 € et se décompose comme suit :

- Une « Dotation de Solidarité Urbaine », prépondérante (52% soit 2,08 millions d'Euros) pour tenir compte des prescriptions législatives ;
- Une « Dotation de Solidarité Rurale », (24% soit 0,96 millions d'Euros) notamment destinée à tenir compte des charges particulières des Communes peu peuplées ;
- Une « Dotation Intéressement » (24% soit 0,96 millions d'Euros) destinée à conforter le dynamisme économique du territoire de la CASA.

La part liée à la solidarité communautaire, correspondant notamment aux critères légaux et aux indicateurs fiscaux et de charges, s'élève à 3,04 millions d'Euros, soit 76% de la DSC, tandis que la part ayant vocation à appuyer les efforts des Communes membres en matière économique représente 0,96 millions d'Euros, soit 24% de la DSC.

Il ressort du cumul de chaque composante de la DSC la répartition par Commune membre suivante :

Communes	DSC 2022
Antibes	1 201 250,40 €
Bézaudun-les-Alpes	25 778,40 €
Biot	416 176,00 €
Bouyon	25 932,80 €
Caussols	27 756,00 €
Châteauneuf-Grasse	70 272,00 €
Cipières	25 190,40 €
Conségudes	22 192,80 €
Courmes	18 448,00 €
Coursegoules	28 491,20 €
Gourdon	24 896,80 €
Gréolières	30 619,20 €
La Colle-sur-Loup	118 906,40 €
La Roque-en-Provence	21 628,00 €
Le Bar-sur-Loup	221 283,20 €
Le Rouret	61 312,00 €
Les Ferres	23 974,40 €
Opio	54 687,20 €
Roquefort-les-Pins	93 843,20 €
Saint-Paul-de-Vence	55 521,60 €
Tourrettes-sur-Loup	71 508,00 €
Valbonne	302 598,40 €
Vallauris	617 733,90 €
Villeneuve-Loubet	443 918,40 €
TOTAL	4 003 918,70 €

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la répartition de l'enveloppe de la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022 de la manière suivante :

Thématiques	Proportions	Dotations	Proportions	Montant
Solidarité	76%	Dotation de Solidarité Urbaine	52%	2 082 037,72 €
		Dotation de Solidarité Rurale	24%	960 940,49 €
Economie	24%	Dotation Intéressement	24%	960 940,49 €

- d'approuver la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022, telle qu'elle découle de la répartition par critère pour les 24 Communes membres de la manière suivante :

Communes	DSC 2022
Antibes	1 201 250,40 €
Bézaudun-les-Alpes	25 778,40 €
Biot	416 176,00 €
Bouyon	25 932,80 €
Caussols	27 756,00 €
Châteauneuf-Grasse	70 272,00 €
Cipières	25 190,40 €
Conségudes	22 192,80 €
Courmes	18 448,00 €
Coursegoules	28 491,20 €
Gourdon	24 896,80 €
Gréolières	30 619,20 €
La Colle-sur-Loup	118 906,40 €
La Roque-en-Provence	21 628,00 €
Le Bar-sur-Loup	221 283,20 €
Le Rouret	61 312,00 €
Les Ferres	23 974,40 €
Opio	54 687,20 €
Roquefort-les-Pins	93 843,20 €
Saint-Paul-de-Vence	55 521,60 €
Tourrettes-sur-Loup	71 508,00 €
Valbonne	302 598,40 €
Vallauris	617 733,90 €
Villeneuve-Loubet	443 918,40 €
TOTAL	4 003 918,70 €

- d'imputer les dépenses liées au versement de la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022 au Chapitre « 014 » de la Section de Fonctionnement du Budget Général ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué aux Finances à signer l'ensemble des documents concourant à la bonne exécution de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la répartition de l'enveloppe de la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022 de la manière suivante :

Thématiques	Proportions	Dotations	Proportions	Montant
Solidarité	76%	Dotation de Solidarité Urbaine	52%	2 082 037,72 €
		Dotation de Solidarité Rurale	24%	960 940,49 €
Economie	24%	Dotation Intéressement	24%	960 940,49 €

- d'approuver la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022, telle qu'elle découle de la répartition par critère pour les 24 Communes membres de la manière suivante :

Communes	DSC 2022
Antibes	1 201 250,40 €
Bézaudun-les-Alpes	25 778,40 €
Biot	416 176,00 €
Bouyon	25 932,80 €
Caussols	27 756,00 €
Châteauneuf-Grasse	70 272,00 €
Cipières	25 190,40 €
Conségudes	22 192,80 €
Courmes	18 448,00 €
Coursegoules	28 491,20 €
Gourdon	24 896,80 €
Gréolières	30 619,20 €
La Colle-sur-Loup	118 906,40 €
La Roque-en-Provence	21 628,00 €
Le Bar-sur-Loup	221 283,20 €
Le Rouret	61 312,00 €
Les Ferres	23 974,40 €
Opio	54 687,20 €
Roquefort-les-Pins	93 843,20 €
Saint-Paul-de-Vence	55 521,60 €
Tourrettes-sur-Loup	71 508,00 €
Valbonne	302 598,40 €
Vallauris	617 733,90 €
Villeneuve-Loubet	443 918,40 €
TOTAL	4 003 918,70 €

- d'imputer les dépenses liées au versement de la Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022 au Chapitre « 014 » de la Section de Fonctionnement du Budget Général ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué aux Finances à signer l'ensemble des documents concourant à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Acte à classer**CC_2022_033****1**

En préparation

2En attente retour
Préfecture**3**

> AR reçu <

4

Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-12-06.00 (MI236543783)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_033-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Dotation de Solidarité Communautaire de l'année 2022

Date de décision : 21/03/2022



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.6. Contributions budgétairesActe : 99_DE-006-240600585-20220321-
CC_2022_033-DE-1-1_1.PDF

Multicanal : Non

Groupe émetteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

Préparé

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Transmis

Date 30/03/22 à 16:12

Par PAVAN-SANTAINÉ Corinne

Accusé de réception

Date 30/03/22 à 16:27